

RATP



Le Bulletin

Édit

UNE NOUVELLE ATTEINTE AU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITES :

moins de moyens pour la santé, les loisirs, les activités culturelles et sportives...

LORS de notre dernière Assemblée générale au Cap d'Agde, il a été adopté le principe de participer aux actions sous quelque forme que ce soit, menées par le syndicat CGT, puisque LSR en est une composante, lorsque nos pensions, notre pouvoir d'achat, notre santé, en un mot tous nos acquis sont en danger.

C'est pourquoi, aujourd'hui lorsque nous faisons le bilan de la situation sociale nous constatons que l'agression contre les retraités se poursuit et s'accélère.

Voyons un peu :

■ Le 1^{er} août 1996, le taux de cotisations des retraités de la RATP est passé de 1,65 % à 2,85 % (+ 1,2 %) et va passer à 4,05 % au 1^{er} juillet 1997 (+ 1,2 % supplémentaire).

■ Le 1^{er} janvier 1997, la CSG augmentera de 1 % et le Gouvernement n'a pas abandonné son projet d'élargir son assiette aux retraités non imposables sur le revenu.

■ Le gouvernement Juppé s'apprête à diminuer l'impôt sur le revenu, pour les catégories les plus aisées mais nous prélèvera 25 milliards supplémentaires d'impôts locaux (+ 7,4 % en moyenne) et envisage de supprimer les exonérations dont bénéficiaient ceux qui avaient les revenus les plus bas. Quant à l'impôt sur le revenu, il envisage également de supprimer l'abattement de 10 % pour les retraités.

■ Nombreux sont les retraités qui se sont vus infliger des surloyers dépassant 400 francs par mois.

■ Dans le domaine de la santé, la suppression des lits d'hôpitaux se poursuit et le processus de rationnement des soins s'accélère.

En 1996, nos pensions vont évoluer de 1,7 % mais seront neutralisées par le 1,2 % de cotisations supplémentaires et les 0,5 % de RDS.

A noter :

Depuis 1983, nos pensions ont pris un retard de 37 % par rapport à l'indice CGT.

Les négociations prévues pour examiner l'évolution des pensions par rapport à l'évolution des qualifications existant dans l'entreprise (péréquation des retraites) ne sont pas encore ouvertes. Le chômage et la précarité progressent et mettent en difficulté de plus en plus de retraités et leur famille.

Nous ne pouvons assister sans réagir à cette situation, d'autant plus que l'argent existe pour mener une autre politique !!!

Exemples :

- 1994 : 1 200 milliards de profits pour les entreprises,
- 1995 : 1 270 milliards de profits pour les entreprises,
- 1996 : 1 300 milliards d'estimation.

Une mobilisation de grande envergure est nécessaire pour s'opposer aux coups portés et aux reculs de civilisation que gouvernement et patronat veulent nous imposer. **Chacune et chacun d'entre nous doit faire entendre sa voix pour défendre nos revendications en signant et en faisant signer des pétitions, en manifestant et en appelant à manifester ! Défendre nos garanties statutaires, notre pouvoir d'achat des pensions et de l'emploi et dire NON au plan Juppé !** La situation des retraités s'aggravant de jour en jour, notre association se doit de vous informer et de vous inviter à défendre avec vigueur vos acquis, vos droits etc. **Si nous ne le faisons pas, un nombre de plus en plus grand de retraités ne pourront plus s'offrir le peu de loisirs, le peu de rencontres auxquels ils pouvaient participer jusqu'ici.**

Monique Girard
Secrétaire